Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2013)
Heft: 5

Vereinsnachrichten: SOG = SSO = SSU

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

On ne fait pas l'armée dont on a envie mais celle dont on a besoin

Br Denis Froidevaux

Président, Société suisse des officiers (SSO)

Dans un article paru dans *Le Temps* du 12 aout, le Professeur Eichenberger tente une approche qui vise à démontrer que l'initiative du GSsA constitue « un but raisonnable. » Son argumentaire peut se résumer en trois points :

- l'obligation de servir est contraire au libéralisme ;
- le modèle fondé sur l'obligation de servir est trop onéreux ;
- l'effectif de l'armée est trop élevé, donc son poids sur l'économie est trop lourd.

On est en droit de douter de la justesse de la réflexion de l'intéressé en matière de politique de sécurité. Pour mémoire, il a déclaré en 2008 à propos de l'adhésion à l'espace Schengen « ... *Pour le citoyen suisse lambda, la réalisation de l'espace Schengen ne va absolument rien changer dans un premier temps. Il s'agit en effet de mesures de contrôle et de sécurité. 1* » Je vous laisse juge de la pertinence de cette assertion eu égard à l'évolution de la criminalité importée dans notre pays suite à l'ouverture liée à Schengen.

Cette fois face à l'initiative du GSsA, son raisonnement gravite autour du noyau argumentaire : « ...*l'esprit de milice c'est accepter volontairement des charges pour la communauté à côté de sa profession. Pas d'y être contraint.* » On ne peut pas dénier le droit de tout à chacun de philosopher sur la notion même du libéralisme et ses conséquences terme d'équilibre entre droits et de devoirs. Le problème c'est que la sécurité n'est pas que philosophie. Et lorsque l'intéressé aborde le fonctionnement et l'organisation de l'architecture sécuritaire suisse en général et de l'armée en particulier, on doit malheureusement constater la minceur de la réflexion. En effet, pour étayer son qualificatif de « raisonnable, » en parlant de l'initiative du GSsA, on découvre que l'intéressé juge que nous aurions suffisamment de volontaires, au sens quantitatif et qualitatif, pour couvrir les besoins d'une armée dont l' effectif cible serait « ...une armée de 50'000 hommes... » Sur la base de quoi cet effectif est-il calculé ? Mystère. Faut-il rappeler que l'effectif de l'armée n'est pas une fin en soit, mais qu'il est directement corrélé à ce que l'on attend précisément de cette armée, à la situation et à la structure politique de l'Etat concerné, à sa politique de sécurité, au recrutement. L'ensemble de ces éléments devant permettre de répondre aux menaces et dangers auxquels nous sommes exposés aujourd'hui comme demain. Aussi vouloir comparer l'effectif nécessaire en suisse, petit Etat neutre et indépendant, avec l'effectif de l'armée professionnelle française ou suédoise est une approche tout sauf cartésienne qui nous conduira dans l'impasse voulue par le GSsA.

Prenez l'exemple de la protection des infrastructures critiques (aéroports, centres de production énergétique, nœuds routiers, centres de distribution logistique, centres télécom, gares, etc.) qui en cas de besoin sera assurée par l'armée. Cela nécessiterai quelque 30'000 hommes, relèves non comprises. Comment assurez-vous cette prestation dans la durée avec un effectif de 50'000 hommes ? Alors si sur le plan quantitatif le modèle développé par M. Eichenberger ne repose sur aucune base étayée, il en va de même sur le plan qualitatif. Qui seraient ces hommes et ces femmes qui sacrifieront vie de famille, carrière, finance, sports, loisirs, vie associative, pour s'engager au profit de la sécurité nationale ? Qui seraient ces employeurs qui laisseront leurs collaborateurs faire du service militaire au titre de volontaire ? Ce modèle fondé sur le volontariat se terminera par la création d'une armée d'exaltés, de cas sociaux, de violents, d'extrémistes, commandée par des incompétents.

Dans le fond, affirmer que l'initiative du GSsA constitue un but raisonnable revient à vouloir faire croire au peuple que le globe terrestre est plat !

Il faut le dire et le répéter la sécurité a un coût financier, un coût humain, un coût en temps, dont le poids doit être mesuré à l'aune de sa plus value pour le bien être de la collectivité dans son ensemble. Or il apparait, en comparaison internationale, que la Suisse s'en sort plutôt bien dans cette constante recherche d'équilibre entre coûts et niveau de sécurité global.

En fait, M. Eichenberger tombe dans le même piège que les nostalgiques qui veulent le retour à une armée du passé, mais dans le sens inverse en développant un modèle virtuel. Bref, il défend l'armée dont il rêve mais pas celle dont on a besoin. Oui le système actuel n'est pas parfait et génère des inconvénients, mais ceux-ci pèsent nettement moins lourd que les avantages que la Suisse en retire. Capillarité entre le monde civil et militaire, exploitation intelligente des ressources de chacun au profit de tous, souplesse, faibles coûts en comparaison internationale, ancrage de la sécurité au sein de la population.

Votez non le 22 septembre à l'initiative contre la sécurité, c'est offrir aux générations futures une assurance sécuritaire moderne et adaptée aux réalités de ce pays. En cela, l'initiative du GSsA est tout sauf raisonnable.

D. F.